

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau - ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 12 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIMET

Rue Henri Sainte Claire Deville
73300 Saint-Jean-De-Maurienne

Référence : 20260121-RAP-inspection-dechets.odt
Code AIOT : 0006104466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2026 dans l'établissement TRIMET implanté Rue Henri Sainte Claire Deville 73300 Saint-Jean-de-Maurienne. L'inspection a été annoncée le 10/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIMET
- Rue Henri Sainte Claire Deville 73300 Saint-Jean-de-Maurienne
- Code AIOT : 0006104466
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'activité principale de l'établissement TRIMET est la fabrication de produits en aluminium primaire par électrolyse de l'alumine, extraite de la bauxite.

L'établissement comporte 3 secteurs de production :

- un secteur Carbone pour la fabrication des anodes
- un secteur Electrolyse de l'alumine pour la fabrication de l'aluminium
- un atelier Fonderie, pour solidifier l'aluminium liquide provenant de l'électrolyse

Thèmes de l'inspection :

- Gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
4	Tri des déchets à la source	Code de l'environnement L. 541-21-2 et D. 543-284	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Utilisation d'aluminium recyclé	Règlement européen du 31/03/2011, articles 4 et 5	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bordereau de suivi de déchets	Code de l'environnement R. 541-45	Sans objet
2	Gestion des déchets – principe de proximité	Code de l'environnement L. 541-1	Sans objet
3	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/12/2021, articles 6.1 et 6.3	Sans objet
5	Collecte séparée des biodéchets	Code de l'environnement article L. 541-21-1-I	Sans objet
7	Elimination PCB dans les transformateurs	Code de l'environnement R. 543-33	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a formulé deux demandes à l'exploitant concernant la valorisation des déchets de bureaux et l'attestation de conformité de l'aluminium recyclé.

L'inspection n'a pas constaté de non-conformité concernant la gestion des déchets industriels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bordereau de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique. [...]</p> <p>Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième</p>

alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.[...]

Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle. [...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les outils mis en place pour la gestion des déchets. L'exploitant dispose d'une plateforme principale de gestion des déchets, comprenant notamment ses déchets solides. L'exploitant dispose également d'un espace à part destiné à stocker les déchets liquides (acides, soude, huiles...).

Pour le départ des déchets, l'exploitant dispose d'un outil particulier : Tennaxia. Cet outil est directement relié à trackdéchets. Cet outil comprend plusieurs onglets permettant :

- de gérer les certificats d'acceptation préalable (CAP), les archiver et suivre leur validité
- renseigner une base de prestataire pour la gestion des déchets (transporteurs et installations de destination)
- saisir les BSD lors de départ de déchets
- suivre la bonne prise en charge des déchets.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'onglet permettant de tracer les BSD. Cet onglet a permis de constater que seuls 3 déchets étaient réceptionnés par les sites de traitement des déchets et en attente de traitement depuis plus de 30 jours (48 jours au maximum). En cas de traitement qui dure, l'exploitant a indiqué qu'il contacte l'exploitant du site destinataire des déchets afin de s'assurer que le déchet est bien pris en charge.

L'exploitant a indiqué que l'outil est utilisé à la fois pour les déchets dangereux et non dangereux. Seuls deux flux ne passent pas par l'outil : les déchets médicaux et les déchets de boues de fosses septiques que l'exploitant suit à part (pour des raisons techniques sur le logiciel).

Pour la saisie des BSD, l'exploitant a indiqué qu'il enclenche un BSD lorsqu'un départ de déchet est organisé. Tennaxia est disponible directement sur la plateforme de déchets. Les opérateurs de la plateforme saisissent les informations sur le déchet qui part, ils vérifient les autorisations du transporteur et saisissent la plaque d'immatriculation. Le transport chargé est pesé au pont bascule du site pour vérifier la quantité de déchets pris en charge. L'outil étant connecté à trackdéchets, les informations sur la réception et le traitement du déchet sont remontées sur le logiciel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des déchets – principe de proximité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 541-1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : II. - Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet : [...] 4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son bilan de gestion des déchets sur l'année 2025. L'exploitant a indiqué que sur l'année 2025, 18 277 tonnes de déchets ont été expédiées par l'exploitant, dont 15 253 tonnes ont été envoyées en valorisation. La quantité de déchets était plus importante en 2025, notamment due à des excavations qui ont produit beaucoup de déchets de terre. Sur l'enjeu de la proximité, l'exploitant a indiqué que la majorité des déchets (10 900 tonnes) sont envoyés sur des établissements situés en Auvergne Rhône Alpes. Les DIB notamment sont gérés par le site NANTET de FRANCIN. Sur les déchets envoyés à l'étranger, l'exploitant a indiqué que 175 tonnes de sciures d'aluminium sont envoyés en Italie et 2965 tonnes de déchets dangereux (crasses : 10 03 15*) sont envoyés en Allemagne dans un site du groupe TRIMET pour une valorisation particulière, permettant une meilleure récupération de l'aluminium. L'envoi de déchets dangereux fait l'objet d'une autorisation de transfert transfrontalier de déchets sur la plateforme GISTRID. L'exploitant dispose pour ce transfert d'une autorisation sur la période 2025 – 2027. Pour l'envoi de sciures d'aluminium en Italie, le transfert de ce déchet non dangereux est soumis à une procédure d'information. L'exploitant a été en mesure de présenter un cerfa 14133*03 (annexe VII du règlement n°1013/200) rempli pour l'envoi de ces déchets sur l'année 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2021, articles 6.1 et 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets sont triés dans des bacs, des bennes, ou des zones dédiées, puis stockés sur des zones extérieures ou dans des bâtiments. ----- La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes : 2250 tonnes dont 1400 tonnes de déchets dangereux [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection s'est rendue sur la plateforme déchets du site, comprenant le stockage des produits solides du site et dans la zone des stockages des huiles et déchets liquides. Ces zones de stockage sont destinées à stocker les déchets liés à l'activité industrielle. L'inspection a constaté que l'exploitant dispose de bennes destinées notamment au tri et au stockage des déchets non dangereux : papier/cartons, ferrailles, bois et autres DIB. Par ailleurs, l'exploitant dispose sur sa plateforme de déchets de casiers de stockages pour différents déchets solides (crasses, balayures, sciures, mégots d'électrolyse, fonte...). Certains déchets sont réutilisés directement du site, notamment pour refaire des anodes et les autres sont gérés comme déchets par l'exploitant. L'exploitant a indiqué qu'il fait un point toutes les semaines, le mercredi, afin de vérifier le niveau de remplissage des casiers. Lorsqu'il y a suffisamment de déchets pour remplir un camion, l'exploitant déclenche la demande d'expédition du déchet. Pour le stockage des déchets liquides, ceux-ci sont stockés sur des rétentions et sont gérés comme les déchets solides. Lors de la visite, l'inspection a constaté que les zones de stockage présentaient encore de la place, les casiers n'étaient pas pleins et l'exploitant disposait encore de rétentions pour stocker ses déchets dans des conditions satisfaisantes. L'exploitant a indiqué également avoir fait évoluer ses pratiques sur la gestion des projets d'envergure. Le sujet des déchets est abordé lors des planifications des projets afin d'anticiper leur gestion. Les quantités de déchets stockés au regard des capacités de stockage n'étaient pas de nature à faire penser à un dépassement des quantités maximales de déchets sur site. Concernant les types de déchets stockés et les quantités maximales, l'inspection et l'exploitant ont échangé sur une évolution de la prescription, notamment en lien avec la suppression des garanties financières et l'objectif principal de stockage des déchets en sécurité et de façon à empêcher des impacts sur l'environnement (sur rétention, en quantité limitée adaptée aux zones de stockage).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Tri des déchets à la source

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L. 541-21-2 et D. 543-284
Thème(s) : Autre, Tri et du papier, des métaux, plastiques, verre et bois
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois. ----- Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.
Constats : Pour les déchets provenant des activités industrielles, l'exploitant réalise un tri à la source en séparant les flux papier/carton, ferraille, bois et les DIB. Pour les bennes mono-flux, l'exploitant a présenté les attestations de valorisation. Pour les bennes DIB, l'exploitant a présenté l'attestation de tri délivrée par la société NANTET à Francin pour les déchets produits sur 2025. L'attestation est datée du 17/01/2026. La société Nantet indique que les DIB ont été triés et valorisés à hauteur de : <ul style="list-style-type: none">- 29 % en fraction minérale- 1.5 % en fraction plastique- 4.5 % en fraction métallique- 17 % en fraction bois et 15 % sont partis en refus de tri comme CSR et 33 % sont partis en refus de tri pour de l'enfouissement. La gestion de ces déchets n'appelle pas de remarque. Concernant la gestion des déchets de bureaux, l'exploitant a indiqué qu'il a mis en place un tri en 2 flux : recyclables et ordures ménagères. La société de ménage est chargée de collecter les poubelles. Les déchets sont envoyés ensuite au centre de tri de Saint-Julien-Mont-Denis.
Demande de l'inspection : L'inspection demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- de démontrer qu'il met en œuvre les obligations de tri des papiers de bureau conformément aux dispositions des articles D. 543-285 à D. 543-287 du Code de l'environnement- de transmettre l'attestation de valorisation des déchets provenant des bureaux de la société sur l'année 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Collecte séparée des biodéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 541-21-1-I
Thème(s) : Autre, Tri et collecte séparée des biodéchets
Prescription contrôlée : Au plus tard le 31 décembre 2023, cette obligation [de tri à la source des biodéchets] s'applique à tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets, y compris aux collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets et aux établissements privés et publics qui génèrent des biodéchets. Les biodéchets qui ont fait l'objet d'un tri à la source ne sont pas mélangés avec d'autres déchets.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas être un producteur notable de biodéchets (quantité inférieure à 5 tonnes). L'inspection note notamment que le restaurant où se rendent les salariés de l'entreprise est un restaurant inter-entreprise ne relevant pas du périmètre de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Utilisation d'aluminium recyclé

Référence réglementaire : Règlement européen du 31/03/2011, article 4 et 5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Règlement n° 333/2011 du conseil du 31 mars 2011 établissant les critères permettant de déterminer à quel moment certains types de débris métalliques cessent d'être des déchets au sens de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil Article 4 : Les débris d'aluminium, y compris les débris d'alliage d'aluminium, cessent d'être des déchets lorsque, au moment de leur transfert du producteur à un autre détenteur, la totalité des conditions suivantes sont remplies: a) les déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation satisfont aux critères établis dans la section 2 de l'annexe II; b) les déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation ont été traités conformément aux critères établis dans la section 3 de l'annexe II; c) les débris d'aluminium issus de l'opération de valorisation satisfont aux critères établis dans la section 1 de l'annexe II ; d) le producteur satisfait aux exigences établies aux articles 5 et 6. Article 5 : 1. Le producteur ou l'importateur délivre, pour chaque expédition de débris métalliques, une attestation de conformité conformément au modèle figurant à l'annexe III.

2. Le producteur ou l'importateur transmet l'attestation de conformité au détenteur suivant de l'expédition de débris métalliques. Le producteur ou l'importateur conserve une copie de cette attestation pendant au moins un an après sa date de délivrance et la tient à disposition des autorités compétentes.

3. L'attestation de conformité peut être délivrée sous forme électronique.

Constats :

Concernant l'utilisation d'aluminium recyclé, l'exploitant a détaillé les filières mises en place pour récupérer les déchets d'aluminium de ses clients et pour pouvoir les recycler. Lors de la visite, l'exploitant a présenté les zones de stockages de l'aluminium destiné à être recyclé (stocké en big bag sous forme de granulés).

L'exploitant a indiqué que lors de la réception d'un lot d'aluminium recyclé, il reçoit notamment une analyse chimique du déchet certifiant la teneur en aluminium du métal.

Pour les sociétés étrangères transformant l'aluminium recyclé en granulé, CUPRAL et FERROMALIS, l'exploitant a été en mesure de présenter une attestation de conformité conforme au règlement européen n° 333/2011. Ces sociétés fournissent également une analyse confirmant l'absence de radioactivité.

En revanche, les sociétés françaises MTB et Recycables transmettent l'analyse chimique, mais pas l'analyse de radioactivité, ni l'attestation de conformité. L'exploitant a indiqué que dans le cadre du renouvellement de ses contrats sur le recyclage d'aluminium, il demandera dorénavant à être destinataire de l'attestation de conformité conformément au règlement européen n° 333/2011.

Lors de l'arrivée d'un lot d'aluminium recyclé, l'exploitant fait une inspection visuelle du lot permettant de s'assurer de l'absence de corps creux, d'humidité, d'autres composés. L'exploitant prélève dans plusieurs big-bag des granulés d'aluminium pour constituer un échantillon qui fait l'objet d'une analyse et pour s'assurer de la conformité du lot reçu.

Demande de l'inspection : L'exploitant transmettra une attestation de conformité pour un lot d'aluminium recyclé provenant des sociétés MTB et Recycables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Elimination PCB dans les transformateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R543-33
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Tout détenteur, à quelque titre que ce soit, de déchets contenant des PCB est tenu de les faire traiter soit par une entreprise agréée dans les conditions définies à l'article R. 543-34, soit dans une installation classée pour la protection de l'environnement autorisée à les traiter, soit dans une installation qui a obtenu une autorisation dans un autre Etat membre de l'Union européenne. ----- Cahier des charges agrément : Lors de chaque intervention, toute disposition nécessaire à la prévention des pollutions ou nuisances est prise, notamment : <ul style="list-style-type: none">• Le traitement se fait sous surveillance constante d'un agent de l'entreprise titulaire spécialement formé, et averti des situations d'accident susceptibles de se produire et des consignes de sécurité applicables à• chacune d'elles.• L'aire d'intervention est signalée et interdite pendant toute la durée de l'opération aux tiers de l'entreprise titulaire (hormis l'exploitant de l'appareil).• Tout écoulement de diélectrique contenant des PCB ou toute surchauffe du matériel ou du diélectrique contenant des PCB, et tout contact de ce dernier avec une flamme devront être évités.• L'unité de traitement est placée sur une rétention. Une bâche est disposée sur l'ensemble de l'aire d'intervention au cas où celle-ci ne serait pas étanche.• Une réserve de produit absorbant ou fixateur des PCB est tenue à proximité afin de faire face à d'éventuels écoulements accidentels. Les appareils nécessaires au traitement des fluides contenant des PCB et susceptibles d'être en contact avec ces fluides sont spécifiques à ce type d'intervention ou sont éliminés ou décontaminés en fin d'utilisation selon les règles propres au matériel ou appareils contenant des PCB, sauf si l'analyse montre que l'appareil n'entre pas dans cette catégorie Le titulaire s'assure de la compatibilité de son matériel avec les PCB et vérifie l'état de celui-ci (notamment joints et flexibles) avant chaque intervention. En cas d'accident mettant en jeu une pollution, chaude ou froide, par les PCB, les mesures immédiates permettant de limiter l'extension des pollutions sont prises en liaison avec l'exploitant de l'appareil et sous son contrôle. Le titulaire de l'agrément préviendra le plus rapidement possible le préfet du département du lieu d'intervention et l'inspection des installations classées territorialement compétente.
Constats : L'exploitant a procédé en 2022 et 2023 à une analyse de son parc de transformateurs 20 kV. L'analyse a permis de mettre en évidence des équipements présentant des concentrations en PCB supérieures au seuil réglementaire de 50 ppm. Par courrier du 25 septembre 2025, la société TRIMET a transmis des éléments relatifs au traitement des huiles au PCB contenus dans des transformateurs électriques. Ce courrier a fait l'objet d'une instruction par rapport du 6 novembre 2025.

La visite du site a été l'occasion pour l'inspection de voir une opération de remplacement d'huile sur un transformateur. L'inspection a constaté que l'opération de remplacement de l'huile se déroule en présence d'opérateurs de la société transfo service, agréée pour ces opérations.

La société a indiqué que lors de ces opérations, une mesure de la teneur en PCB est réalisée avant l'opération de vidange. L'huile usagée est vidée du transformateur. Le transformateur est nettoyé à l'eau et la société fait circuler ensuite l'huile neuve pour sécher entièrement le transformateur. Les opérations sont réalisées avec des contenants permettant de récupérer les égouttures aux jonctions. L'huile usagée est stockée sur une rétention et les opérateurs disposent d'absorbants pour récupérer des fuites.

Suite à l'opération de nettoyage, une mesure de pcb est réalisée. Une autre mesure est réalisée 6 mois après l'opération afin de vérifier que le remplacement de l'huile a permis de diminuer la concentration en PCB sous le seuil de 50 ppm.

Lors de l'inspection, l'exploitant a été en mesure de présenter 2 BSD d'évacuations d'huiles contaminés :

- 1 BSD du 07/11/2025 (n° 20251104-8XEYQ5GZ7) concernant 8 GRV traités en incinération
- 1 BSD du 19/12/2025 qui a été réceptionné par la société en charge du traitement mais en attente de gestion.

Les constats de l'inspection du 21 janvier 2026 n'appellent pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite